

Ces guerres que l'Amérique ne gagne plus...

IRAK, SYRIE, AFGHANISTAN, ÉTAT ISLAMIQUE, MERCENARIAT...



Les failles du *peacebuilding* américain
Comment la Russie gère ses guerres

POINTS CHAUDS

Chine et COVID-19,
Liban, Djibouti,
Éthiopie...

GÉOÉCONOMIE

Intelligence artificielle
et nouveaux enjeux
de puissance

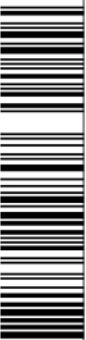
HISTOIRE

Au-delà de la paix,
l'impératif de
réconciliation

A : 10,80 € / BEL : 10,80 € / CAN : 14,70 \$ / DAN : 16,00 CHF / D : 10,80 € / DOM : 10,80 € / ESP : 10,80 € / GR : 10,80 € / ITA : 10,80 € / LUX : 10,80 € / MAR : 9,95 MAD
POR CONT : 10,80 € / ROM : 15,90 RON



L 17341 - 104 - F : 9,80 € - RD



Retrouvez-nous sur [Aretion24.news](https://www.aretion24.news)



07 / AGENDA



08 / CARTOGRAPHIE

→ 08 – Éolien : vents favorables en Europe et en France



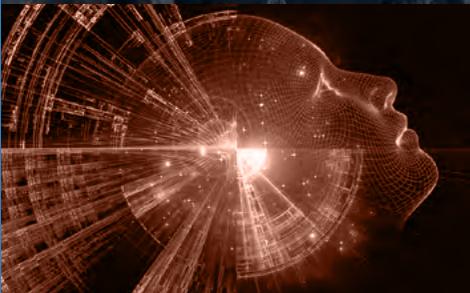
10 / POINTS CHAUDS

- 12 – ENTRETIEN COVID-19 : Le raidissement diplomatique chinois sera-t-il durable ?
- 18 – ANALYSE Union européenne : contre-populisme et « Pacte des villes libres » dans les pays du groupe de Visegrad
- 23 – ANALYSE La révolte libanaise, arc tendu vers un horizon post-identitaire
- 28 – CARTOGRAPHIE Djibouti, sentinelle militaire et hub économique de l’Afrique de l’Est
- 29 – ANALYSE Djibouti : les innovations diplomatiques d’un petit pays
- 34 – ANALYSE Promesses et faiblesses de l’Éthiopie
- 39 – FOCUS Les périphéries contestées de l’Éthiopie



40 / GUERRES : POURQUOI L’AMÉRIQUE NE GAGNE-T-ELLE PLUS ?

- 42 – ENTRETIEN Des défaites post-1945 aux « guerres stupides » : pourquoi les États-Unis ne gagnent-ils plus ?
- 48 – FOCUS Dr Erik and Mr Wagner : privatisation de la guerre et fin de l’hégémonie militaire américaine
- 50 – ANALYSE Le Pentagone face aux pandémies : une occasion ratée d’adaptation ?
- 53 – FOCUS Gagner la paix : les failles du *peacebuilding* américain
- 56 – ANALYSE En Irak, le triple échec du *state*, *nation* et *peace-building* américain
- 61 – ANALYSE Comprendre la défaite américaine en Afghanistan
- 67 – FOCUS Après la guerre froide : une Russie plus « habile » dans la gestion de ses guerres ?



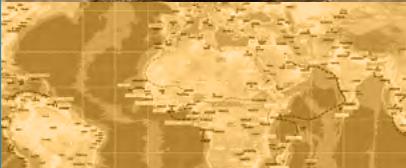
70 / GÉOÉCONOMIE

- 72 – ANALYSE GAFAM et BATX à la conquête du monde numérique
- 77 – ANALYSE GAFAM et BATX contre les États
- 82 – FOCUS L’intelligence artificielle comme facteur de puissance internationale



86 / HISTOIRE

- 87 – ANALYSE La réconciliation en Europe : usages d’un terme et mutations d’un concept



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 – CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



96 / LECTURES



Djibouti : la diplomatie de géant d'un petit État

Sonia Le Gouriellec, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, février 2020, 224 p.

La notoriété internationale du hub stratégique qu'est Djibouti va grandissant, à la faveur des bases militaires étrangères qui s'y multiplient et de l'intérêt de la Chine pour ce port idéalement placé sur ses nouvelles routes de la soie. Connaît-on mieux, pour autant, ce petit État de la Corne de l'Afrique ? Rien n'est moins sûr. Aussi Sonia Le Gouriellec, maîtresse de conférences en sciences politiques à l'Université catholique de Lille, se propose-t-elle de nous faire découvrir ce pays de 23 200 km² et moins d'un million d'habitants qui, avec peu d'expérience diplomatique, est parvenu en quelques années à négocier avec les plus grands. Après avoir montré, dans les deux premiers chapitres, comment l'État djiboutien a survécu, à la fois grâce et à cause de son environnement régional particulièrement conflictuel et menaçant, en rappelant les débats qui ont précédé son indépendance (en 1977), elle décrit, dans un troisième chapitre, la politique étrangère qu'il a développée, avant d'aborder dans un quatrième chapitre ses relations avec la Chine — le tout dans un style très didactique qui n'enlève rien à la rigueur de l'étude. Résultat d'une enquête de terrain invitant à délaisser une vision trop « occidental-centrée » (un travail dont la chercheuse fait aussi partager les modalités et les difficultés), cet ouvrage met en exergue les leviers spécifiques de la diplomatie asymétrique forgée et mise en œuvre par Djibouti, tout en replaçant celle-ci dans le cadre plus large de la politique étrangère des petits États.



Regards libanais sur la turbulence du monde : Kosovo, 11-Septembre, Afghanistan, Irak

Rayan Haddad, Paris, L'Harmattan, septembre 2018, 498 p.

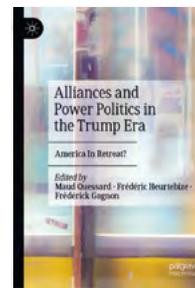
« Libanisation : Processus de fragmentation d'un État, résultant de l'affrontement entre diverses communautés de confessions, par allusion aux affrontements qu'a connus le Liban dans les années 1980 », dit le *Larousse*. Mais, si la « libanisation » en temps de guerre a donné lieu à tant d'études que le terme est passé dans la langue courante (tout comme « balkanisation », son synonyme), que devient-elle en temps de paix ? Comment la société d'un État affaibli et fragmenté par des années de conflit comme le Liban reçoit-elle les « turbulences » de la scène mondiale ? Quels effets des crises exogènes produisent-elles sur les débats politiques ? Comment font-elles bouger les lignes d'identification en termes de solidarités transnationales, de correspondances ou, au contraire, de disjonctions entre ce qui se passe « là-bas » et « ici » ? Comment sont-elles exploitées par les différents acteurs ? C'est cette étude passionnante que mène Rayan Haddad, politologue et membre de l'Association des chercheurs sur le Moyen-Orient, dans cet ouvrage dense, remaniement de sa thèse de doctorat soutenue à Sciences Po Paris en 2007, à travers quatre exemples : guerre du Kosovo, 11-Septembre/guerre d'Afghanistan, guerre d'Irak et Irak post-invasion. En montrant, pour chacune de ces crises séparément, puis dans un chapitre transversal, l'influence du global sur le local, mais aussi l'exploitation du global par le local, et l'importance variable de l'une ou l'autre échelle, il fait apparaître les liens et interactions qui existent entre des crises *a priori* distinctes. Une étude pour lecteurs avertis qui appelle certainement, selon le politologue Bertrand Badie, dans la préface de l'ouvrage, « à repenser la conflictualité dans sa globalité et à reconstruire totalement les modes de résolution des conflits ».



Géopolitique de la colère. De la globalisation heureuse au grand courroux

Myriam Benraad, Paris, Le Cavalier Bleu, mars 2020, 184 p.

Mis au défi par leur multiplicité, comment comprendre — au sens étymologiquement englobant du terme — les mouvements de protestations qui grondent de par le monde en ce début de XXI^e siècle ? Multiplicité des lieux d'expression, au cours des deux dernières décennies que couvrent l'ouvrage — pour la seule année 2019, Chili, Hong Kong, France (Gilets jaunes), Algérie ou encore Irak... Et de nombreux mouvements repartent en 2020, après le confinement contre la COVID-19. Multiplicité des expressions : violences politiques et terroristes transnationales, soulèvements populaires et protestations « indignées » à travers le monde, insurrections armées au long cours, montée des populismes et reflux des nationalismes, gains et consolidations autoritaires, haine de l'« autre », interminables guerres civiles et conflits gelés, rancœurs sociétales nouvelles comme plus anciennes, belligérences numériques inédites... Multiplicité des acteurs et des ordres établis contre lesquels ils se battent... Et au-delà de cette multiplicité, une même émotion débridée, nous explique la politologue Myriam Benraad : la colère qui, partout, remet en cause une globalisation que d'aucun qualifiaient autrefois d'« heureuse ». Adoptant une démarche transversale, commune aux ouvrages de la très pertinente collection « Géopolitique de », aux éditions du Cavalier Bleu, elle offre l'analyse d'un phénomène dont il est urgent — dans la perspective du « monde d'après » la pandémie — de déterminer en quoi il est nouveau, passer ou appelé à durer, mais aussi quels rapports de forces entre acteurs de l'arène internationale il peut engendrer et à quelle(s) condition(s) cette émotion collective débridée peut devenir un moteur de changements sociopolitiques positifs, plutôt que dévastateurs.



Alliances and Power Politics in the Trump Era. America in retreat? [en anglais]

Maud Quessard, Frédéric Heurtebize et Frédéric Gagnon (dir.), Palgrave Macmillan, 2020, 263 p.

« Alliances et politiques de puissance à l'ère Trump. Le retrait de l'Amérique ? », tel pourrait être le titre en français de cet ouvrage qui vient apporter un éclairage transatlantique sur la question, en réunissant des contributions d'universitaires, de chercheurs, d'anciens décideurs politiques et de responsables administratifs aussi bien européens qu'américains ou canadiens. Il s'intéresse ainsi à l'évolution de la politique étrangère américaine depuis l'accession de Donald Trump à la présidence et aux défis stratégiques auxquels sont confrontés les États-Unis dans un environnement géopolitique en mutation. Trump a tenu ses promesses de rompre avec les politiques passées, ce qui a en grande partie révélé une politique de réduction des effectifs qui a compromis les alliances américaines. Le livre — co-dirigé par Maud Quessard, chercheur « États-Unis » à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM), Frédéric Heurtebize, maître de conférence en histoire et civilisation américaine à l'Université Paris Nanterre et Frédéric Gagnon, titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand et directeur de de l'Observatoire sur les États-Unis à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) —, aborde l'état actuel et futur des relations transatlantiques, la politique de Washington au Moyen-Orient et en Afrique, l'utilisation par l'administration de l'arme économique dans les relations internationales, mais aussi la réponse américaine au retour de la concurrence entre grandes puissances, face à une Chine affirmée et à une Russie renaissante.



Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties

Ilvo Diamanti, Marc Lazar
(traduit de l'italien par Christophe Mileschi),
Paris, Gallimard, mars 2019, 192 p.

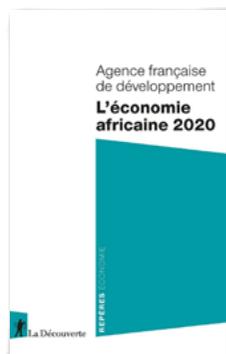
Après l'ère de la démocratie des partis et des parlements au sortir de la guerre, puis au tournant du siècle, la démocratie du public, marquée par le déclin des cultures politiques traditionnelles, le recul des grands partis et la personnalisation du pouvoir, sa présidentialisation et sa médiatisation, nous entrons dans une nouvelle ère, que Ilvo Diamanti et Marc Lazar appellent la « peuplecratie ». La peuplecratie résulte, pour les deux politologues et sociologues, d'un double processus qu'ils examinent à partir des cas français et italien. D'une part, l'ascension des mouvements et partis populistes ; de l'autre, par effet de contamination, la modification des fondements de nos démocraties. Les populistes sacralisent le peuple souverain dans le même temps où ils s'attaquent aux représentants politiques et se livrent à une critique radicale des formes institutionnelles organisant cette même souveraineté populaire. Le peuple est systématiquement valorisé en tant qu'entité homogène, porteur de vérité et considéré comme fondamentalement bon, par opposition aux élites supposées sans racines nationales. Cet antagonisme, à l'heure de la prise immédiate de parole numérique, donne une nouvelle vigueur et une tout autre dimension à la vieille idée de l'expression directe, voire référendaire, de l'opinion vraie des « vrais gens ». Ainsi est altérée la signification de la démocratie en tendant à récuser la représentation et les contre-pouvoirs ; ainsi est favorisée la montée en puissance des figures, pour le moins autoritaires, de l'incarnation.



Une guerre perdue. La France au Sahel

Marc-Antoine Pérouse de Montclos,
Paris, JCLattès, janvier 2020, 200 p.

L'intervention militaire française au Mali serait-elle à la France ce que l'Afghanistan est aux États-Unis, en d'autres termes, une guerre sans fin — interminable aussi bien par sa longueur que par l'incapacité de la puissance militaire à remplir ses objectifs de retour à l'ordre sur un théâtre d'opérations toujours aussi instable (sinon plus) ? Pour Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et spécialiste des questions africaines et du djihadisme, la réponse est sans appel : c'est un échec — et un échec qui était prévisible dès le début de l'intervention, en 2013, alors que l'auteur avait, parmi d'autres, alerté sur ses écueils. On ne peut en effet que constater, sept ans plus tard, la prolifération des mouvances djihadistes, l'extension de leur territoire d'action, la multiplication des violences intercommunautaires, l'augmentation du banditisme, les exactions commises non seulement par les djihadistes, mais aussi par les forces militaires et paramilitaires locales... L'auteur, dont la réflexion englobe les autres pays de la force du « G5 Sahel » (Mauritanie, Burkina Faso, Niger et Nigéria), en analyse les raisons. *In fine*, le djihadisme n'est jamais, selon lui, que le symptôme de la crise des États au Sahel, et c'est donc un problème avant tout politique. En opposant une réponse uniquement sécuritaire, qui n'a pris en compte ni les rivalités communautaires locales, ni la faiblesse d'un État corrompu, la France s'est embourbée au Mali dans une situation à présent inextricable. Que doit faire l'armée française ? Rester en vain sans améliorer la situation ? Se retirer pour se dédouaner de toute responsabilité dans les événements en cours ? La question est posée. L'auteur plaide pour un retrait.



L'économie africaine 2020

Agence française de développement,
Paris, La Découverte, janvier 2020, 128 p.

Avec cet ouvrage réalisé par l'Agence française de développement, La Découverte entame une série annuelle d'analyses inédites sur les grandes questions économiques et sociales qui touchent le continent africain, comme il en existe déjà pour la France, le monde et l'Europe. Cette édition 2020 présente tout

d'abord les tendances macroéconomiques de l'Afrique et de ses régions (avec la volonté affirmée d'y inclure les 54 pays africains, sans en détacher les pays du Nord), avant d'offrir un regard pluridisciplinaire sur des enjeux structurels majeurs, qu'ils soient continentaux ou spécifiques à un pays. Les spécialistes de l'institution qui met en œuvre la politique de développement de la France (et dont l'Afrique est la zone d'intervention prioritaire) présentent ainsi des analyses sur la difficile articulation entre nécessaires investissements et augmentation rapide de l'endettement, sur les bénéfices que l'Afrique peut attendre d'une industrialisation tardive (à travers l'exemple éthiopien), sur les nouvelles formes de l'urbanisation africaine au XXI^e siècle et les possibles articulations entre urbanisation et croissance économique, ou encore sur la complexité des liens entre migrations et développement. Après le renouveau des années 2000 puis le retournement des cours des matières premières depuis 2016, où les économies africaines en sont-elles à l'aube de l'année 2020 ? Un instantané pré-COVID-19 qu'il sera fort utile d'avoir en tête lors de la sortie de l'édition 2021, où apparaîtront sans nul doute les premiers effets sur les économies du continent noir du ralentissement mondial dû à la pandémie.

Revue



Jordanie : une stabilité de façade

Confluences Méditerranée,
Paris, Iremmo/L'Harmattan,
n° 110, automne 2019

La Jordanie est sans doute l'un des pays du Moyen-Orient les moins mis sous la lucarne médiatique : la stabilité éloigne l'attention du journaliste. Ce pays de création récente attire en revanche de nombreux touristes grâce à des sites remarquables (Pétra, Jérash, vallée du Jourdain). Véritable singularité dans une région bouleversée — de l'Irak au Liban en passant par la Syrie et Israël/Palestine —, *Confluences Méditerranée* interroge dans ce numéro cette apparente stabilité. À travers des thématiques politiques (comment s'opère le désamorçage du vent de révolte depuis 2011 ?), économique-sociales (où en sont l'économie de rente, le « pacte » social et les inégalités ?), territoriales (quelle décentralisation ?) et géopolitiques (quelles relations avec l'allié américain ou encore les monarchies arabes du Golfe ?), traitées en français ou en anglais, les articles révèlent finalement que la stabilité jordanienne est seulement de façade. À l'heure où la région est en proie à un cycle de violence et où le royaume est soumis à une contestation en interne, la question est désormais de savoir si cette stabilité d'apparence est durable.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & **LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE** (6 n°/an)
le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales



OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

France métrop. 75 € DOM/TOM/Europe 105 € Reste du monde 135 €

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS

France métrop. 140 € DOM/TOM/Europe 200 € Reste du monde 260 €

Offres valables jusqu'au 31/08/2020 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

M. M^{me} M^{lle} Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal..... Ville.....

Pays.....

Téléphone.....

E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____

Date d'expiration ____/____

Cryptogramme ____

(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.areion24.news